

## **Enseignant-es à la rentrée : vers une catastrophe annoncée en Ile-de-France...**

Les premiers chiffres des admissibles au concours de professeur-e des écoles dans les trois académies franciliennes sont cruels : pour 2728 postes à pourvoir, il y a seulement 1185 admissibles. Si l'on applique le même ratio d'admis qu'en 2021 (75%), c'est au mieux 900 reçus. Il manquera donc entre 1700-1800 professeur-es des écoles en Ile-de-France, c'est tout autant de classes qui n'auront pas d'enseignant-es titulaires dans notre région. Dans le Second degré, ce sera le même constat : les académies franciliennes – surtout Créteil et Versailles – sont les moins attractives. Il manquera des enseignant-es titulaires partout et particulièrement dans certaines disciplines (Mathématiques, Français, Allemand, Anglais...). Dans l'enseignement professionnel, ce sera aussi la même chose (en Maths-Sciences notamment).

Les premières victimes de cette crise du recrutement seront les élèves des établissements scolaires défavorisés des communes populaires car ces établissements scolaires sont souvent les moins attractifs. Les conséquences seront graves pour leur réussite scolaire : absence d'enseignant-es pendant de longues périodes, problème de remplacement, absence de continuité pédagogique (première condition pour la réussite des élèves surtout ceux de l'éducation prioritaire), déstructuration des équipes pédagogiques. Les solutions envisagées par l'administration sont caricaturales : « Job dating » dans les trois académies, elles reviennent à choisir des enseignant-es en trente minutes, sans les former. Ces personnels vont se retrouver en grande difficulté pédagogique et très vite en souffrance professionnelle.

La continuité du service public d'éducation ne sera plus assurée dans notre région, les principes de la fonction publique non plus : un fonctionnaire titulaire pour un emploi pérenne. La remise en cause de la fonction publique par une contractualisation insidieuse de ses personnels est une attaque contre les services publics et nous en constatons déjà les conséquences dans un autre secteur : l'hôpital public et son service des urgences.

**N'ayez pas d'accident cet été ! N'ayez-pas un enfant à scolariser à la rentrée !**

Les solutions sont pourtant simples pour remédier à cette crise du recrutement : hausse des salaires et amélioration des conditions de travail. Avec un Point d'indice gelé depuis plus de 10 ans, des salaires parmi les plus bas de toute l'Union Européenne, un-e enseignant-e qui débute touche à peine plus que le SMIC (après 5 ans d'étude) et est éligible à la prime d'activité... En parallèle, améliorer les conditions d'entrée dans le métier, mettre en œuvre un pré-recrutement, mettre fin à toute gestion managériale des personnels et changer les conditions d'exercice (nombre d'élèves par classe notamment) sont indispensables pour attirer les étudiant-es vers des carrières d'enseignant-es.

Il y a urgence ! Et la Région Ile-de-France – ses élèves, les familles et les personnels - va payer le prix fort, à la rentrée, de politiques publiques destructrices.